

Cinq points, à votre choix, ont attiré mon attention cette semaine : Ebola, les déflations dans les armées pour 2015, la condition militaire, le « Zemmour bashing » et le débat qu'il évoque sur notre société, certes différents mais qui ont cependant un fil directeur... Un bon sens de plus en plus absent dans les prises de décision concernant la Nation.

Ebola, une menace sur la sécurité nationale

L'épidémie Ebola fait réfléchir. La crainte légitime des populations face à cette menace suscite des attitudes parfois irrationnelles. Celles-ci sont cependant bien souvent liées au doute sur les capacités de la puissance publique à faire face et à dire la vérité. Nous payons le prix d'années de communication politique plus soucieuse de convaincre ou de camoufler que d'informer. Communiquer, c'est convaincre, informer c'est donner des faits qui éclairent le citoyen qui doit être considéré par principe comme un être pensant et réfléchi.

Or, cette dernière dimension est négligée, sinon ignorée pour des objectifs politiques qui n'épargnent aucun parti. Leur seul but est d'accéder au pouvoir. Or, être capable de dire la vérité, sinon de l'approcher, à partir de faits non « contorsionnés » pour les faire correspondre à la stratégie de communication choisie, est une exigence en démocratie où l'information de toute façon circule.

Pour en revenir à Ebola, constatons que le débat sur le contrôle aux frontières pour y faire face fait frémir. Qui a pu croire avec bon sens qu'interdire tout vol de Guinée pourrait arrêter une épidémie potentielle alors qu'il est possible de venir en France par d'autres vols d'Afrique ? Déjà l'immigration illégale ne peut être empêchée, alors une maladie contagieuse...

En même temps que des mesures sont prises pour faire face à cette épidémie potentielle, les forces armées françaises poursuivent comme prévu leur déclassement à la « surprise » surprenante des élus locaux concernés. Cela ne pouvait arriver que chez les autres. Certes s'étonner et se plaindre permettent d'obtenir des aides.

Quel est le lien entre la déflation des armées et Ebola ?

J'en vois deux.

Le premier est celui de la mission première des armées qui est celle de protéger le territoire national y compris aux frontières. A ce titre, les armées doivent retrouver cette mission alors que les armées restent la seule réserve organisée de l'Etat. Vous répondez, « *Et les accords de Schengen ?* » Je vous réponds « *Nouvelle loi contre le terrorisme* » sur laquelle le Monde du 18 octobre se penche avec un angle conforme à la bien-pensance ambiante (Cf. « *l'amendement qui inquiète les défenseurs des Roms* »).

S'appuyant sur une résolution des Nations unies du 25 septembre « *visant à empêcher la circulation des groupes terroristes* », le ministre de l'Intérieur a ajouté un amendement dans le projet de loi antiterroriste qui permet d'interdire l'entrée sur le territoire national d'un ressortissant de l'Union européenne s'il représente une menace pour la sécurité nationale. Cela conduit à la possibilité d'un contrôle terrestre. De même, une menace biologique pourrait être prise en considération dans ce contexte et justifier ce contrôle...

Une seconde raison, toujours à l'aune de la restructuration des armées (Cf. [les restructurations en 2015](#)) est celle du format des armées et sans doute du service de santé. La fermeture du Val de Grâce (Cf. [Mon billet du 12 octobre 2014](#)) est significative. Les hôpitaux militaires sont certes destinés au soutien sanitaire des militaires et leurs familles. Ils représentent aussi le premier échelon d'une capacité gouvernementale à faire face à une crise sanitaire majeure. Ils ne sont soumis à aucune contingence extérieure en raison de la disponibilité militaire. Alors que le principe de précaution est inscrit dans la Constitution, il est paradoxal que les capacités destinées à y contribuer soient diminuées pour des raisons budgétaires. Un manque de clairvoyance, une vision à très court terme et de bon sens sans aucun doute.

Quant au rôle des armées, que dire lorsque les forces armées américaines déploient 3000 hommes pour lutter contre Ebola en Afrique. Et nous ? Quelques conseillers, à la hauteur de nos moyens d'aujourd'hui. Ne sommes-nous d'ailleurs pas un peu responsables de l'état lamentable du système de santé en Afrique après avoir retiré notamment nos médecins coopérants militaires depuis des années ? Ceux qui ont vécu en Afrique, et j'en fais partie, l'ont constaté.

Je pourrai ajouter dans une approche de sécurité nationale le débat sur la vaccination obligatoire ou pas en France. Si l'Etat n'est plus capable d'imposer une vaccination générale pour un besoin collectif de santé publique, même s'il y a des risques individuels, ne faillit-il pas à ses responsabilités ? Le bon sens implique le courage d'imposer une décision qui engage la sécurité nationale dans le domaine de la santé. Si, au nom des libertés individuelles, il paraît impossible d'obtenir cet acte au profit de la collectivité, les individus concernés ne devraient plus bénéficier des avantages donnés par la société.

J'invite enfin à lire sur le site du Figaro (Cf. [16 octobre 2014](#)) une tribune du général de corps d'armée (2S) Jean-Claude Thomann qui souligne la perte de l'influence institutionnelle du militaire alors qu'il constate « *le démantèlement en cours de l'outil d'action extérieure* » (...), que « *les opérations extérieures induisent une relation très nette de subordination totale du militaire au politique* » (...) et que « *Le militaire, exécutant d'une décision sur laquelle il n'a guère de prise, devient ainsi pour la classe politique un simple technicien* ». Il voit cette incohérence croissante entre ce qui reste de forces construites pour l'action au quotidien et les moyens budgétaires qui leur sont alloués remettant en cause la stratégie d'action à l'origine du modèle d'armée. Or, que reste-t-il au chef de l'Etat aujourd'hui pour agir sur les événements hormis une armée apte à l'action ?

Du service de santé des armées : des ouvrages à lire

J'annonçais la semaine dernière un colloque ce week-end à l'Ecole militaire sur les « Gueules cassées ». Un ouvrage sur les blessés de guerre a été publié aux éditions Lavauzelle, « *Le visage des hommes (1914 - 2014)* ». Son auteur, le médecin en chef Marie-Dominique Colas, professeur agrégé du Val-de-Grâce, psychiatre, est chef d'un service de l'Hôpital d'Instruction des Armées Percy où sont accueillis les militaires blessés au combat.

Ouvrage d'une approche un peu difficile, il alterne témoignages de nos blessés et analyses de l'auteur. Les « Gueules Cassées » est le nom pris par l'association créée en 1921 par le colonel Picot et deux autres grands mutilés pour venir en aide à leurs camarades en leur redonnant

une existence sociale. Je recommande plutôt la lecture de la quatrième partie qui rappelle les efforts faits par les armées et la nation pour ceux qui ont servi visiblement la France.

Les témoignages recueillis montrent en effet que, face à cette réalité de la mutilation, chaque blessé réagit différemment hésitant entre suicide et acceptation de la reconstruction faciale. Je ne retiendrai qu'un point. Ce sont des héros par la douleur, sans aucun doute malgré eux et malgré les risques qu'ils connaissaient. Nous leur devons la reconnaissance morale et matérielle qui s'appuie en grande partie sur les capacités du service de santé des armées à les aider. Il ne s'agit pas de compassion mais de respect.

J'ajouterai un ouvrage « *Le service de santé 1914-1918* » publié par le médecin général Marc Morillon et le chirurgien-dentiste en chef de réserve Jean-François Falabregues aux éditions Bernard Giovanangeli (www.bgedition.com). Richement illustré, il complète l'approche du médecin en chef Colas en abordant le rôle des médecins militaires durant la Première guerre mondiale.

Le numéro de Capital d'octobre : condition militaire et condition civile du fonctionnaire

Cette semaine, les médias ont évoqué la situation privilégiée des préfets sans affectation. Leur départ à la retraite avec l'échelon de traitement supérieur acquis au bout de six mois a attiré mon attention comme d'ailleurs des témoignages d'autres ministères dans le passé. Cela m'a rappelé que cet acquis, certes privilégié, avait été retiré aux militaires depuis la réforme du statut des militaires en 2005, me semble-t-il. Je n'ai cependant pas le souvenir d'une quelconque réaction de la communauté militaire qui a sans doute accepté sans broncher cette dégradation de la condition militaire. Nous avons encore été de bons élèves alors que le reste de la fonction publique préservait cet avantage. Certes vous allez me dire que cela été rétabli en 2013, sauf erreur de ma part, mais pour faciliter la déflation des effectifs militaires.

Je souhaiterai cependant comprendre quelle a été la part de responsabilité de l'institution militaire dans cet abandon d'un avantage conservé dans d'autres parties de la fonction publique. Je suis preneur cependant des correctifs sur cette approche car la fonction publique est bien discrète sur ce point.

En comparaison, je vous invite à lire le numéro de Capital d'octobre. Un dossier a été élaboré justement sur « *Les privilégiés de la république, ce qu'ils vous coûtent* ». Vous constaterez comme il a été difficile d'identifier des privilèges militaires hormis le fait de bénéficier d'une retraite « jeune » mais qui n'est pas loin de celle qui est accordée à certaines autres professions de la fonction publique. Il faut cependant rappeler que ce « privilège » vise à garantir la jeunesse des armées, ce qui est oublié avec une certaine mauvaise foi et un manque de bon sens. En outre, une retraite militaire, compte tenu des soldes réelles et de l'âge de départ, contraint à un emploi dans le civil.

Ce numéro présente aussi un zoom très intéressant, sur le navire de guerre Vladivostok vendu à la Russie avec des explications détaillées et imagées sur sa conception.

Halte au « Zemmour bashing »

Lisant le Monde en date du 19 octobre (Cf. aussi [le Nouvelobs](#)), je vois avec déplaisir cette mise à l'index d'Eric Zemmour ciblé pour avoir osé publier « *Un suicide français* » et avoir dénoncé les errements de notre société. Cet ouvrage pourrait atteindre selon le Figaro une vente de 300.000 et 500.000 exemplaires (on verra) comme Valérie Trierweiler. Excusez du peu ! Pour ma part, je n'ai pas lu son ouvrage par manque de temps et aussi parce que je préfère prendre du recul par rapport à ce qui est polémique. Cependant je l'écoute régulièrement à la Radio ou à la télévision et j'apprécie ses propos corroborés presque chaque jour par ce que je vois ou entends.

L'ouvrage est critiqué en raison d'approximations et des chiffres non exacts (un peu sans doute comme les voitures brûlées chaque année à Noël...). C'est possible et dans ce cas à juste titre. Aucun ouvrage d'humeur ne peut être fiable à 100%. Capitaliser en terme d'indignation sur l'appréciation d'Eric Zemmour concernant Vichy et les Juifs est aussi un moyen aisé pour effacer ses autres réflexions. Il n'en reste pas moins extraordinaire de voir la stigmatisation de ce journaliste, ce qui m'apparaît finalement comme l'attribution par la bien-pensance d'une étoile jaune sur sa poitrine avec cette accusation de flirter avec l'extrême-droite. Mais est-ce faire preuve de bon sens alors que près de 25% des Français flirteraient aussi avec l'extrême-droite ?

Cela me conduit à citer dans cette approche de la bien-pensance cet entrefilet du Monde du 17 octobre concernant deux de ses journalistes : « *Les sociétés des rédacteurs et des journalistes du Monde, du Figaro, du Parisien, du Nouvel Observateur, (...) ont rédigé un texte de soutien à nos collaborateurs Gérard Davet et Fabrice Lhomme, attaqués par le magazine Valeurs actuelles (...)* » dénonçant « *collectivement et fermement les méthodes employées* » par ce journal dans un article intitulé « *Retour de Sarkozy : les rendez-vous secrets des deux journalistes du Monde* » au nom de la protection des sources des journalistes.

Certes, les sources doivent être protégées mais quand ce qui apparaît après enquête comme une manipulation politique et donc une collusion entre pouvoir et journalistes, nous, citoyens ne devons-nous pas être informés au nom d'un droit à l'information souvent mis en avant par les journalistes ?

Surtout, le problème de notre société est que nous sommes de plus en plus partagés entre ceux qui espèrent une France forte et respectée, active et influente, et une France universaliste prête à tous les renoncements au nom d'une utopie mortifère apprise on ne sait où.

Celle-ci se trouve confrontée cependant à la réalité du bon sens populaire qui identifie les nouvelles menaces et donc remet en cause les dogmes hérités souvent de la gauche. Il est facile d'être universaliste lorsqu'on ne subit pas soi-même ses désagréments. Quant à la droite, elle se réfère à des valeurs historiques, traditionnelles, que d'aucuns appellent « conservatrices » par opposition à ce que d'autres appellent « progrès » ou « progressisme », mais avec une forte tendance à se mettre au centre dans la recherche permanent d'un consensus y compris par des convictions peu affirmées. Or, nos concitoyens demandent d'abord que leurs problèmes soient résolus avec clarté et détermination.

En outre, il ne faut pas dire ce qui est. Il faut accepter l'imposition des termes les plus politiquement corrects. Interpeller la présidente de l'Assemblée nationale en disant « *madame le président* » entraîne une sanction pour un député. Les propos d'Emmanuel Macron concernant « les pauvres et les illettrés » (d'après l'Insee, en France métropolitaine, 2,5 millions de personnes étaient effectivement illettrées en 2011) suscitent des vagues.

Dans le même ordre d'idées, je vous renvoie à un film « *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?* » et à une analyse de Franck Nouchi dans le Monde du 2 mai 2014 qui exprime cette bien-pensance instillée à travers les médias avec cet article « *Faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des racistes* » et attaque le film. Cela m'avait fait réagir intérieurement à l'époque.

Pourtant, il n'y a pas que des hommes blancs de plus de cinquante ans (expression communément employée par quelques politiques) ou des « *mâles blancs dominant* » (Le Monde du 19 octobre) qui ont vu le film avec plaisir. En octobre 2014, il avait fait 12,2 millions d'entrées en France, cinq millions dans le reste du monde, dont 2,8 millions en Allemagne. Les Français ne sont pas racistes. En revanche, ils n'acceptent pas que ce qui a fait la force de la France, sa capacité d'assimilation, soit détournée au profit de minorités amenant leurs coutumes, un mode de vie grâce au soutien de cette vision universaliste. Donc d'abord du bon sens et non une vision doctrinaire qui se rapproche du totalitarisme.

Eric Zemmour exprime à ce titre ce que beaucoup de Français, non bobos, citoyens lambda, pas forcément de gauche ni de droite (d'ailleurs combien aujourd'hui se reconnaissent dans ces appartenances idéologiques) ressentent tous les jours. D'aucuns évoquent comme épouvantail l'extrême-droite, ignorant d'ailleurs l'extrême gauche qui a formaté un grand nombre de nos dirigeants d'aujourd'hui. D'ailleurs, le Monde, dans son édition du 19 octobre, met en avant « *A nos amis* » qui fait suite à « *L'insurrection qui vient* », publication du comité invisible, groupe d'extrême-gauche...

Pour conclure

Ce qui est demandé est le bon sens, l'équité de traitement et non l'égalitarisme forcé, nouvelle doctrine totalitaire. Le Français en a assez des renoncements, des compromissions, des mensonges, du manque d'éthique, finalement du mépris ordinaire affiché par cette France d'en haut, « *nouvelle noblesse de robe* ». Le peuple de France n'en peut plus de se sentir méprisé. L'exprimer ne signifie pas adhérer aux thèses de l'extrême-droite. A ce titre, Eric Zemmour est sans aucun doute une voix de l'exaspération qui est désormais écoutée, donc représentative. L'ignorer ne serait pas une preuve de bon sens.